



Thèses **et** Priorités



Congrès Syndical Mondial





CONGRESO SINDICAL MUNDIAL



THÈSES – PRIORITÉS



Table des matières

1. Introduction

La nouvelle crise économique internationale
Une compétition aggravée
La gestion de la crise économique par les gouvernements et les conséquences pour les travailleurs
Toutes les charges pèsent sur les travailleurs
L'image militariste internationale
Organisations internationales interétatiques
1er septembre: Journée internationale d'action des syndicats pour la Paix

2. Organisations internationales

La nature et la fonction des organisations internationales
Caractéristiques générales
Les 4 organisations internationales auxquelles la FSM participe
La FSM au sein des Organisations Internationales

3. La pandémie

Ses conséquences sur la classe ouvrière et le mouvement syndical

4. Des luttes importantes de ces dernières années

5. Priorités – FSM: Ce qu'elle est et ce qu'elle veut

Le droit de grève
La lutte contemporaine d'une classe pour elle-même
Revenus – Salaires – Rémunérations
Sécurité sociale
Cherté de vie – Chômage – Privatisations
Migrants – Réfugiés
Le travail des enfants – le travail des femmes enceintes
Comité International pour la protection des libertés syndicales et démocratiques
Les objectifs de la FSM



Introduction

Le 18e Congrès de la FSM se tient dans des circonstances particulièrement difficiles et sans précédent pour les travailleurs du monde entier, la pandémie de COVID-19 qui s'est déclarée au début de l'année 2020 ayant causé 6.127.981 millions de décès et 481.756.671 millions d'infections, des pays comme les États-Unis, le Brésil, l'Inde, la Russie et d'autres ayant fait le plus de victimes.

Le début de la nouvelle crise économique internationale profonde et l'incapacité apparente des systèmes de santé à faire face à la pandémie dans des pays comme les États-Unis, l'Italie, etc. ont révélé les grandes contradictions du système d'exploitation actuel.

Alors que, d'un côté, il existe d'énormes possibilités scientifiques modernes pour protéger la santé des forces populaires, pour répondre à leurs besoins, la pandémie a causé la mort de millions de personnes, dont la grande majorité est les travailleurs et des pauvres. En même temps, le chômage, le degré d'exploitation des travailleurs, la paupérisation et la restriction des libertés démocratiques se sont augmentés.

Sur fond de nouvelle crise internationale, la concurrence entre les alliances impérialistes, mais aussi entre les États au sein des alliances, pour le contrôle des marchés, des sources d'énergie et des voies de transport s'intensifient, créant des risques de conflits guerriers de la Méditerranée orientale, de l'Afrique, de l'Asie du Sud-est à l'Arctique et l'Europe.

Au fil des ans, il est devenu évident qu'il existe une accumulation de mécontentements, souvent exprimés par des explosions de colère et d'indignation populaires, comme les grèves et les mobilisations contre les politiques de Macron en France, les manifestations contre l'assassinat de Floyd aux États-Unis, et les grandes manifestations et grèves au Kazakhstan. Mais lorsqu'il n'y a pas de mouvement syndical de classe, ce sont la désorientation et l'intégration dans les antagonismes des sections de la bourgeoisie qui prévalent. Le changement de gouvernement et l'élection de Joe Biden aux États-Unis n'ont pas apporté de solution aux problèmes aigus rencontrés tant par le peuple



américain que par les peuples du monde, en raison des politiques menées par tous les gouvernements américains, républicains et démocrates, au fil du temps. L'administration Biden a soutenu de nouveaux bombardements en Syrie et le bombardement de la bande de Gaza par Israël. Il maintient le criminel embargo américain contre le Cuba et les quelque 250 sanctions supplémentaires imposées par Trump contre le peuple cubain.

Néanmoins, dans cet environnement complexe et volatile, les mobilisations populaires dans un certain nombre de pays sont importantes et montrent un potentiel pour le développement du mouvement des travailleurs et des peuples à l'avenir. Elle confirme que l'espoir des travailleurs se trouve dans les luttes sociales.

La nouvelle crise économique internationale

En 2020, une nouvelle crise économique internationale s'est manifestée, bien plus profonde que la précédente, celle de 2008-2009, la plus grave depuis la Seconde Guerre mondiale.

Les analyses bourgeoises avancent comme cause principale la réponse à la pandémie de coronavirus (avec des mesures de confinement général ou limité), qui a en fait entraîné une forte réduction de l'activité économique. La pandémie a certainement joué un rôle dans le timing et la profondeur de la crise, mais elle n'en est pas la cause. Elle a agi comme un catalyseur, un frein supplémentaire à l'économie internationale déjà en perte de vitesse.

Le ralentissement qui s'est déjà produit en 2019 a mis en évidence l'importance du capital sur-accumulé, qui n'a pas pu être réinvesti pour assurer un taux de rendement satisfaisant. Plus généralement, au cours de la décennie qui a suivi la précédente crise internationale de 2008-2009, très peu d'économies capitalistes ont atteint un niveau de croissance supérieur à celui d'avant la crise.

Cette réponse particulière à la pandémie, malgré les différences individuelles entre les pays, a un caractère de classe partout. L'état déplorable des systèmes de santé publique (dû à l'absence de soins de santé primaires publics, aux problèmes d'infrastructure, au nombre d'unités de soins intensifs, au manque de personnel, etc. dans les hôpitaux publics), les problèmes majeurs dans le domaine de la



prévention de la santé et de la sécurité des travailleurs, le faible niveau de protection des travailleurs de la santé eux-mêmes ne sont pas des phénomènes naturels inévitables, mais le résultat du soutien politique à la rentabilité des monopoles. La commercialisation croissante des services de santé et pharmaceutiques est une caractéristique de tous les pays capitalistes.

Dans le même temps, la concurrence entre les groupes et les centres impérialistes sur le marché mondial des vaccins et des médicaments s'intensifie, ainsi que dans le cadre des confrontations géopolitiques (par exemple, les bénéfices de Pfizer sur les vaccins, qui s'élèvent à 36 milliards de dollars en 2021).

Une compétition aggravée

La manifestation inégale de la crise et de ses conséquences a un impact sur le changement de l'équilibre des pouvoirs et accentue les antagonismes, intensifiant la lutte pour le contrôle des marchés, des sources d'énergie et des routes maritimes pour le transport des marchandises de la Méditerranée orientale à la mer sud de la Chine. Le danger d'une guerre impérialiste plus large ne cesse de croître et de s'étendre.

L'évolution de la situation montre que le potentiel de la République populaire de Chine à menacer la primauté des États-Unis dans les années à venir est désormais objectivement renforcé. Cette dynamique se reflète également dans le déclin de la part des États-Unis et l'augmentation significative de la part de la Chine dans le produit mondial au cours de la période 2000-2020.

La tendance à un déplacement de l'équilibre des forces au détriment des États-Unis se reflète également dans l'augmentation spectaculaire du déficit commercial américain dans le commerce bilatéral avec la Chine (1985-2019).

Sur cette base, la "guerre commerciale" entre les deux pays s'est intensifiée entre 2018 et 2019. Les États-Unis ont imposé des droits de douane accrus sur 200 milliards de dollars de marchandises chinoises et la Chine a imposé, sur la défensive, des droits de douane sur 60 milliards de dollars de marchandises américaines. Les États-Unis tentent d'éviter de perdre leur suprématie en matière de nouvelles technologies tout en

limitant l'expansion de la Chine dans ce secteur, ce qui signifierait en même temps le renforcement de leur influence politique (par exemple, l'intensification de la tentative d'exclure la Chine des réseaux 5G en Europe). Dans le même temps, le gouvernement américain, profitant de l'énorme réduction de l'impôt sur le capital, a appelé les monopoles américains des nouvelles technologies opérant en Chine à quitter le pays ou à les rapatrier aux États-Unis, et tente d'empêcher l'expansion de la Chine par le biais du projet de la Route de la soie et de ses investissements dans d'autres pays.

Même si les gouvernements occidentaux semblaient être unis contre la Russie, on observe également une détérioration des relations entre les États-Unis et l'Allemagne, avec l'imposition de sanctions commerciales par les deux parties et une intensification des désaccords sur diverses questions (coopération énergétique de l'Allemagne avec la Russie, faible participation de l'Allemagne aux dépenses de guerre de l'OTAN, attitude envers l'Iran, envers la Russie, etc.) Plus généralement, la concurrence de l'UE avec les États-Unis et la Grande-Bretagne s'intensifie.

En septembre 2021, les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Australie ont annoncé l'accord AUKUS, dont on dit qu'il a été conclu pour renforcer mutuellement leurs "capacités" militaires pour la "sécurité indopacifique". Mais l'accord a été conclu dans le cadre de l'affrontement entre les États-Unis et la Chine pour la primauté dans le système impérialiste international, les deux parties cherchant à renforcer leurs alliances dans la région indopacifique.

Le premier geste d'AUKUS a été le lancement d'un programme visant à équiper l'Australie de sous-marins à propulsion nucléaire, dont les caractéristiques sont adaptées aux opérations et aux patrouilles en haute mer et dans tout l'Indo-Pacifique. Au même moment, un jour après l'annonce de la formation de l'AUKUS, les États-Unis et l'Australie ont annoncé que l'Australie allait acquérir des missiles de croisière à longue portée et ont annoncé une augmentation du nombre de forces militaires américaines stationnées dans le pays.

La récente guerre et les développements en Ukraine ont montré que l'Europe n'est pas en sécurité. Ceux qui pensaient que les guerres et les conflits impérialistes auraient été menés en dehors de l'Europe ont eu tort. Tant la guerre de l'OTAN contre la Yougoslavie que la guerre



actuelle en Ukraine confirment l'argument ci-dessus. Les causes des guerres résident dans les renversements des corrélations internationales des forces qui ont été formés en 1991 avec la dissolution de l'URSS et du socialisme dans les pays d'Europe de l'Est. Depuis lors, l'OTAN, les États-Unis et l'UE, ont échappé à tout contrôle. Ils ont encouragé les forces fascistes en Ukraine à encercler la Russie. L'Ukraine est utilisée comme un pion dans les plans stratégiques des États-Unis, qui visent à affaiblir la Russie, à l'exclure des routes de l'énergie. Cet ensemble d'antagonismes inter-impérialistes met la paix en danger au niveau mondial et remet au premier plan la nécessité de l'abolition des armes nucléaires et du démantèlement de l'OTAN.

Les États-Unis utilisent la crise ukrainienne pour renforcer leur image de "protecteurs" de l'Europe et, dans le même temps, pour devenir les fournisseurs privilégiés d'énergie des pays européens.

Les antagonismes des centres impérialistes se développent également au Kazakhstan, où de grandes mobilisations populaires ont eu lieu en janvier 2022 contre les problèmes économiques, sociaux et politiques aigus auxquels la population est confrontée. Ces mobilisations se sont heurtées à la violence et à la répression qui ont entraîné des milliers d'arrestations et la mort de centaines de manifestants. Le Kazakhstan est un pays riche en ressources naturelles et occupant une position géostratégique critique. Les richesses du pays sont pillées par les monopoles locaux et étrangers tandis que la population vit dans la misère, avec un coût de la vie et un chômage en constante augmentation.

La gestion de la crise économique par les gouvernements et les conséquences pour les travailleurs

Afin de soutenir la reprise de l'économie capitaliste, les gouvernements bourgeois des États-Unis, de l'Union européenne et du Japon procèdent à des interventions publiques majeures, en utilisant les propositions du keynésianisme. Ils poursuivent une politique fiscale expansionniste, c'est-à-dire une augmentation des dépenses de l'État, principalement pour soutenir directement les groupes d'entreprises, mais aussi pour tenter d' "amortir" temporairement les effets les plus aigus de la crise sur les forces populaires. Ceci est associé à une



tolérance de l'augmentation de la dette publique, c'est-à-dire accompagné d'une politique monétaire plus souple.

La social-démocratie insiste sur la nécessité d'un retour régulier à une gestion plus keynésienne, présentée comme la réponse progressiste et pro-peuple au néolibéralisme, qu'elle rend par ailleurs responsable de la crise.

La vérité est que, d'une part, les crises économiques capitalistes s'étaient produites dans la seconde moitié du vingtième siècle sur la base de la gestion keynésienne, et d'autre part, certaines propositions keynésiennes expansives et des directives de politique monétaire laxiste n'avaient pas disparu du mélange précédent de gestion bourgeoise.

Après la crise internationale de 2008-2009, la Banque centrale européenne et, plus encore, la Réserve fédérale américaine a mené une politique d'"assouplissement quantitatif" pour soutenir les groupes bancaires. Les gouvernements des États membres de l'UE ont été autorisés à émettre des obligations achetées par les groupes bancaires, absorbant ainsi les capitaux empruntés par la BCE à un taux d'intérêt extrêmement favorable.

Les différentes propositions de gestion, comme celles du keynésianisme, ne peuvent que retarder le début de la crise et intervenir temporairement sur le degré de dépréciation du capital, entraînant une crise plus profonde dans le futur.

La proposition d'un " New Green Deal " a ensuite été mise en avant. Elle avait initialement été déposée en 2019 sous forme de résolution au Congrès américain par "l'aile gauche des démocrates". Dans le même temps, un "New Green Deal" a été promu par la Commission européenne au nom de la protection de l'environnement et de la santé publique, afin de créer un débouché d'investissement rentable temporaire pour le capital sur-accumulé. En substance, cette proposition assure, par le biais d'une intervention majeure de l'État, d'une part la création d'incitations par le financement de nouveaux investissements dans les secteurs de l'énergie et des transports, de l'industrie manufacturière et de l'agriculture, ainsi que le renforcement de la modernisation numérique de l'économie, et d'autre part la dépréciation contrôlée du capital (par exemple, la fermeture des usines

de lignite, le retrait des voitures conventionnelles, le changement des réseaux énergétiques).

Toutes les charges pèsent sur les travailleurs

La politique fiscale expansionniste, la plus grande intervention de l'État capitaliste, fait à nouveau peser le fardeau sur le dos des peuples d'une manière différente. Le peuple est appelé à rembourser les nouveaux emprunts et à supporter la charge des entreprises privées déficitaires en cas de nationalisation temporaire ou partielle, ou inversement, de privatisation ou de limitation de la participation de l'État, mais avec une charge incombant au secteur publique.

Au nom de la "protection de l'emploi", une politique de main-d'œuvre moins chère est encouragée en convertissant les contrats à temps plein en contrats à temps partiel et en rotation, en réduisant les heures de travail avec un salaire inférieur et en les rendant plus flexibles, ce qui conduit à un travail plus intensif et à une plus grande exploitation.

Dans le même contexte, la possibilité d'imposer unilatéralement le télétravail, qui dans de nombreux cas abolit effectivement la distinction entre temps libre et temps de travail, est étendue.

Les nouvelles mesures anti-ouvrières, qui réduisent effectivement les salaires, facilitent encore plus les licenciements, démolissent les droits de sécurité sociale, sont d'abord présentées comme exceptionnelles, puis rendues permanentes.

La politique d'ajustement au nouveau niveau de productivité, sans amélioration globale des revenus des travailleurs et la politique de gestion de l'extrême pauvreté, c'est-à-dire sans laisser le chômage augmenter excessivement et sans effondrer un niveau de consommation de base parmi les masses, n'est pas une proposition progressiste pour assurer la "distribution équitable des richesses", comme le prétendent de nombreux sociaux-démocrates. C'est une condition nécessaire pour sauvegarder et récupérer la rentabilité capitaliste.

Dans le même temps, le nombre de chômeurs de longue durée dans les secteurs touchés par la transition "verte" (par exemple, la fermeture des centrales électriques au lignite) augmente.

Le nouveau paradis projeté de la "croissance verte", avec de gros "profits verts", comprend une électricité très chère, des relations de travail flexibles, une main-d'œuvre bon marché, de nouvelles charges sur les ménages pour acheter des voitures et des appareils "verts", des impôts indirects "verts" et la saignée générale du peuple, afin que l'État soutienne les nouveaux investissements "verts" des conglomérats. Dans le même temps, les investissements dans le développement dit "vert" entraînent une dégradation environnementale considérable des zones protégées et des montagnes, détériorant les économies locales et la vie de la classe ouvrière et des forces populaires.

En conclusion, diverses formes d'augmentation du degré d'exploitation de la classe ouvrière sont promues afin de créer des incitations et des opportunités pour de nouveaux investissements capitalistes rentables sous le prétexte du changement climatique.

L'image militariste internationale

Les dépenses militaires mondiales en 2019 sont estimées à 1,917 trillion de dollars, soit 2,2 % du PIB mondial, en hausse de 3,6 % par rapport à 2018 et de 7,2 % par rapport à 2010, pour la troisième année consécutive, principalement en raison des dépenses et opérations militaires américaines et chinoises. Les ventes internationales d'armes ont augmenté de 7,8 % en 2014 - 2018 ou de 20% par rapport à la période 2005 - 2009. 1,98 trillion est estimé pour 2020 et 1,982 trillion pour 2021 (en hausse de 2,6 % par rapport à 2019).

Les États-Unis sont en tête des dépenses militaires (732 milliards de dollars), suivis par la Chine (261), l'Inde (71,1), la Russie (65,1), l'Arabie saoudite (61,9), la France (50,1), l'Allemagne (49,3), la Grande-Bretagne (48,7), le Japon (47,6) et la Corée du Sud (43,9). Le total des dépenses militaires des 29 États membres de l'OTAN s'est élevé à 1,035 trillion de dollars en 2019.

Au cours de la période 2015-2019, les États-Unis sont restés en tête des exportations d'armes, détenant 36%, avec la Russie en deuxième position, suivie de la France, de l'Allemagne ainsi que de la Chine.

Les puissances nucléaires continuent de moderniser leur arsenal nucléaire, en remplaçant les anciennes ogives. Les neuf puissances

nucléaires (États-Unis – 5.800, Russie – 6.375, Royaume-Uni - 215, France - 290, Chine - 320, Inde - 150, Pakistan - 160, Israël - 90, etc.), disposent au total de 13.400 armes nucléaires, dont 90 % appartiennent aux États-Unis et à la Russie.

Les États-Unis et la Russie annoncent des changements dans leur doctrine militaire "nucléaire", tandis que les deux parties annoncent de nouveaux types de "super-armes", comme des systèmes d'armes laser automatiques et de nouvelles balles à utiliser, par exemple dans l'espace.

Les États-Unis cherchent également à faire adhérer la Chine à un accord de contrôle et de limitation des armes nucléaires, la considérant comme un concurrent dangereux, alors que la question clé envisagée en matière d'armement nucléaire est la capacité de "première frappe".

Dans ce cadre de rivalités, les États-Unis ont décidé de retirer leurs forces d'Afghanistan en août dernier pour faire face aux nouveaux défis posés par la concurrence avec la Russie et la Chine. Ils ont ainsi confié la gouvernance aux talibans obscurantistes, mais les États-Unis conservent le contrôle de secteurs importants de l'économie afin d'exercer des pressions pour promouvoir leurs propres intérêts contre, par exemple, les entreprises chinoises. Alors que le peuple afghan souffre dans un état de délabrement et que beaucoup quittent le pays, les États-Unis, l'Union européenne et d'autres pays sont de connivence avec les talibans, les "légitimement", afin de garantir leurs projets dans ce pays géostratégiquement critique qu'est l'Afghanistan.

Les bases militaires situées en dehors de leurs frontières constituent un "outil" important pour les plans de guerre des puissances les plus grandes. Les États-Unis semblent disposer de plus de 700 bases, d'usage variable, dans le monde entier. La Grande-Bretagne, la France, la Russie, l'Italie, la Turquie, la Chine, le Japon, l'Inde ont également des bases en dehors de leurs frontières.

Une nouveauté importante de la période, qui témoigne de l'intensité de la concurrence et des préparatifs militaires, est l'évolution des doctrines de défense d'un certain nombre d'États (exemples de l'Allemagne il y a quelques années et, plus récemment, du Japon). Dans le même temps, l'OTAN tend la main à des États qui, pendant des



décennies, ont été décrits comme "neutres", la Suède en étant un excellent exemple.

Et de ce qui précède, on peut conclure que les pays capitalistes, au lieu de donner de l'argent pour la santé publique, l'éducation, les besoins des travailleurs, donnent des trillions en dépenses militaires dans le cadre de leur compétition pour les intérêts de leurs monopoles.

Organisations internationales interétatiques

Les relations d'interdépendance inégale entre les États, qui régissent les relations de tous les états capitalistes, sont aussi formées par un certain nombre d'organisations et d'accords internationaux et régionaux. Ils reflètent aussi indirectement les relations entre eux et sont souvent le théâtre de la manifestation de rivalités. Au cours des 30 dernières années, à côté des organisations bien connues (par exemple, l'ONU, l'OTAN, l'UE, l'OSCE, l'OMC, le G7, le G20), dont la plupart étaient dirigées par les États-Unis, de nouvelles organisations sont apparues, telles que les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud), l'Organisation de coopération de Shanghai, dirigée par la Chine, l'Organisation du traité de sécurité collective et la Communauté économique eurasiatique, dirigée par la Russie.

La plupart des organisations internationales interétatiques sont devenues une façade pour promouvoir les intérêts des États-Unis, de l'OTAN et d'autres puissances impérialistes. En leur sein, il y a des confrontations et des compromis temporaires entre les grandes puissances impérialistes. Lorsqu'il n'est pas possible de parvenir à des compromis, il s'ensuit des marchandages, des menaces et même le retrait des différents accords.

La tendance à un changement de l'équilibre des forces, le retrait des États-Unis d'une série d'accords visant à réorganiser les alliances impérialistes en leur faveur, ainsi que la poursuite d'un changement des principaux objectifs américains dans la région asiatique contre la Chine, sont traduits à tort par un certain nombre de forces comme un "retrait des États-Unis", comme un "vide de pouvoir" dans le monde. La réalité est clairement différente.

Les États-Unis cherchent à restructurer, à leur avantage, le réseau d'organisations et d'accords internationaux qui reflète toujours



l'interdépendance inégale des États capitalistes. Ainsi, les dirigeants américains considèrent que le format actuel du sommet des sept pays capitalistes les plus puissants (États-Unis, Japon, Canada, France, Grande-Bretagne, Italie et Allemagne) est "dépassé" et que l'Australie, la Corée du Sud et l'Inde devraient être invitées à le rejoindre dans le but de créer une nouvelle alliance antichinoise. L'accent est mis en particulier sur la région indopacifique et la tentative de lier l'Inde aux plans américains dans un contexte d'exacerbation des relations entre la Chine et l'Inde.

1er septembre: Journée internationale d'action des syndicats pour la Paix

Le 1er septembre 1939, l'Allemagne nazie envahit la Pologne, lançant la Seconde Guerre mondiale, une guerre destructrice pour les peuples et pour la paix mondiale.

Aujourd'hui, la lutte des syndicats pour la paix, l'amitié et la coopération internationale entre les Peuples devient une priorité importante. Cette lutte doit être durable et stable. Les syndicats doivent être en première ligne pour revendiquer la réduction des dépenses militaires exorbitantes et que ces fonds soient consacrés aux dépenses sociales. Ils doivent exiger la dissolution des coalitions militaires agressives comme l'OTAN et l'utilisation exclusive de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques.

Pour tous ces objectifs, le Secrétariat de la FSM doit planifier et organiser chaque année des activités dans tous les coins de la planète. C'est pourquoi nous proposons que le 1er septembre soit annoncé et confirmé par notre Congrès comme la Journée internationale d'action des syndicats pour la paix.

Organisations internationales

La nature et la fonction des organisations internationales :

Le principal facteur qui détermine le caractère, les limites et les restrictions des organisations internationales est: La corrélation des forces qui détermine la composition et les objectifs des OI. Les décisions et l'action des OI reflètent l'ensemble des contradictions socio-économiques dont la principale est l'opposition fondamentale entre la classe ouvrière et la bourgeoisie mais aussi de nombreuses autres **contradictions majeures et mineures** telles que celles entre les pays développés et les pays en développement, les puissants États impérialistes exploiters et les États exploités moins puissants, etc. Les effets négatifs des bouleversements **contre-révolutionnaires** des années 1990 ont affecté le rapport de force international contre la classe ouvrière et ont fait pencher le rapport de force fortement en faveur des représentants du capital et des pays impérialistes au sein des organisations internationales.

Des principaux problèmes de fonctionnement des organisations internationales, résultant des caractéristiques ci-dessus, sont leur fonctionnement bureaucratique et l'absence de mécanismes efficaces pour faire respecter/assurer la ratification et la mise en œuvre des décisions, même celles qui sont considérées comme contraignantes et obligatoires pour leurs membres. L'absence de fonctionnement démocratique crée des discriminations et des restrictions à la représentation des travailleurs et des peuples, tandis que même dans la mesure où des positions en faveur des intérêts populaires sont adoptées, il existe des échappatoires et une pléthore de moyens d'évasion. En tout état de cause, l'absence de mécanismes efficaces pour faire appliquer les décisions fait que les décisions des CIG ont finalement peu de substance.

Un exemple frappant du manque de démocratie dans les organisations internationales est la composition des organes tripartites de l'OIT et le manque flagrant de représentation des travailleurs. Par exemple, le conseil d'administration, qui est l'organe exécutif tripartite de l'OIT, est composé de 56 membres titulaires: 28 représentants des gouvernements, 14 représentants des travailleurs et 14 représentants



des employeurs (membres titulaires: 28G, 14T, 14E). Il compte également 66 membres adjoints (28G, 19T, 19E). Cela signifie que les travailleurs et la base, qui constituent la grande majorité de la société, sont représentés à égalité avec les employeurs qui, selon les propres données de l'OIT et de la Banque mondiale, ne représentent que 2,7% de l'emploi dans le monde (Employeurs, total (% de l'emploi total) : base de données ILOSTAT, WB databank, 29 janvier 2021). Dans le même temps, les gouvernements (en grande majorité des gouvernements bourgeois des États impérialistes) détiennent 50% des membres titulaires de l'organe directeur. La situation est similaire dans les autres organes de l'OIT.

Toutefois, la sous-représentation des intérêts des travailleurs ne se limite pas à la composition - non représentative - de l'OIT, mais s'étend à la falsification manifeste de cette représentation des travailleurs, même si elle est manifestement disproportionnée. On peut le constater par le fait que les représentants des travailleurs de chaque pays qui participeront à chaque organe de l'OIT doivent être approuvés par leur gouvernement, ce qui constitue un mécanisme clair de violation du droit des travailleurs à décider eux-mêmes, librement et sans interférence, de la manière dont ils seront représentés.

En même temps, un autre exemple flagrant de fonctionnement non démocratique et de distorsion de la représentation des travailleurs est la monopolisation de l'OIT par les syndicats jaunes. La discrimination flagrante, inacceptable et antidémocratique contre la FSM doit cesser immédiatement. La FSM demande à plusieurs reprises que le système d'élection du Conseil d'administration de l'OIT soit modifié afin d'assurer une représentation proportionnelle de toutes les tendances du mouvement syndical international. La FSM demande que le régime actuel de l'OIT soit remplacé par une fonction véritablement démocratique et par transparence dans ses bureaux internationaux et régionaux, de manière impartiale, équitable et non discriminatoire. La réponse formelle du Directeur général selon laquelle "des élections se déroulent" est totalement insatisfaisante, car nous savons tous comment ces élections se déroulent.

Cependant, même dans ces conditions, même dans le cadre de la composition manifestement antidémocratique et disproportionnée de la structure et du fonctionnement des organisations internationales, qui



est "taillée" sur mesure pour les mesures des employeurs et des gouvernements bourgeois, le dernier et le plus essentiel "filet de sécurité" pour le capital est l'absence d'un mécanisme d'application des décisions. En d'autres termes, même lorsque la pression du mouvement ouvrier et la lutte du peuple obligent les OI à sauver les apparences et à adopter des conventions et des décisions qui, en termes de formulation, sont favorables aux couches populaires, il n'existe aucun moyen efficace de faire respecter leur ratification ou leur application. Qu'il s'agisse de conventions adoptées dans les décennies précédentes avec un rapport plus favorable à la classe ouvrière, comme la C087 de l'OIT - Convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical adoptée en 1948 avec un rôle et une contribution décisifs de la FSM, ou qu'il s'agisse de résolutions de l'Assemblée générale de l'ONU en faveur des peuples, leur mise en œuvre dépend de leur degré d'identification avec les intérêts du capital et des États – organisations impérialistes (USA, UE, OTAN). Par exemple, malgré des dizaines de résolutions de l'ONU visant à mettre fin à l'occupation et aux interventions impérialistes dans divers pays (Palestine, Cuba, Chypre), rien ne change. Au contraire, les résolutions liées aux plans impérialistes, y compris les interventions militaires, sont mises en œuvre dès le lendemain matin. La résolution de l'ONU relative à la Libye en est un excellent exemple.

Compte tenu de tout ce qui précède, le mouvement syndical international de classe ne se fait pas d'illusions et lutte contre la culture d'attentes irréalistes quant à l'efficacité de toute intervention que les organisations internationales peuvent avoir sur les conditions réelles de vie et de travail des couches populaires et ouvrières. En même temps, cependant, elle ne sous-estime ni ne dévalorise l'autonomie relative et la possibilité limitée mais réelle d'intervention et d'utilisation des OI pour la défense des besoins et des intérêts des travailleurs. Pour la Fédération Syndicale Mondiale, les organisations internationales constituent un autre champ de lutte dans lequel la voix des travailleurs doit être représentée, malgré et contre leur caractère, leurs corrélations négatives et leur manque apparent de fonctionnement démocratique.

Caractéristiques générales :

Les organisations internationales sont des organisations de portée, d'action ou de participation transnationales qui sont établies et fonctionnent en vertu du droit international et ont une personnalité juridique internationale. Les organisations internationales sont principalement divisées en deux catégories:

A) Les organisations internationales non gouvernementales (OING), c'est-à-dire les organisations non gouvernementales opérant au niveau international, par exemple la Croix-Rouge, le Croissant Rouge, etc.

B) Les organisations intergouvernementales (OIG) qui sont principalement composées d'États membres ou d'autres organisations et entités internationales.

Habituellement, le terme «organisation internationale» renvoie aux organisations intergouvernementales (IGOS). Depuis sa fondation en 1945, la Fédération Syndicale Mondiale a eu une représentation permanente dans quatre organisations internationales: Les Nations unies (ONU), L'Organisation internationale du travail (OIT), L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et L'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO). L'OIT, fondée en 1919 ainsi que la FAO et l'UNESCO, fondées en 1945, sont toutes placées sous les auspices de l'ONU et constituent aujourd'hui trois des agences spécialisées de l'ONU, c'est-à-dire qu'il s'agit d'organisations internationales autonomes travaillant avec l'ONU. L'ONU a également été créée en 1945.

Le développement, la consolidation et la diffusion d'une analyse correcte de la nature, des objectifs, des limites et du potentiel des organisations internationales - à la fois en général et spécifiquement pour les quatre organisations auxquelles la FSM participe - est un facteur important dans la tactique optimale d'intervention et d'utilisation de ces organisations afin de promouvoir et de mettre en œuvre les objectifs et les positions de La FSM au profit de la classe ouvrière.

Les 4 organisations internationales auxquelles la FSM participe:

Nations Unies (ONU):

Année de fondation: 1945 (24 octobre)

Détails de la fondation: Successeur de la Société des Nations après la Seconde Guerre mondiale.

Siège: New York City, Etats-Unis.

Membres: 195 États membres et 2 États observateurs.

Objectif déclaré: coopération en matière de droit international, de sécurité, de développement économique et d'égalité politique et prévention d'un autre conflit tel que la seconde guerre mondiale.

Structure de l'ONU: Assemblée générale, Conseil de sécurité, Secrétariat, Cour internationale de justice, Conseil économique et social, Agences spécialisées

Statut de la FSM: La Fédération Syndicale Mondiale dispose d'un statut consultatif général auprès du Conseil économique et social (ECOSOC) de l'ONU depuis 1946.

OIT :

Année de création: 1919 (29 octobre)

Objectif déclaré: L'OIT vise à promouvoir les droits au travail, à encourager les possibilités d'emploi décent, à améliorer la protection sociale et à renforcer le dialogue sur les questions liées au travail.

Siège: Genève, Suisse.

Membres: 187 Etats Membres.

Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)

Année de création: 1945 (16 octobre).

Objectif déclaré: L'objectif de la FAO est de parvenir à la sécurité alimentaire pour tous et de faire en sorte que les populations aient un accès régulier à une alimentation suffisante et de bonne qualité pour mener une vie active et saine.

Siège: Rome, Italie.

Membres: 194 États membres.

Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)

Année de création: 1946 (4 novembre).

Objectif déclaré: contribuer à la paix et à la sécurité en encourageant la collaboration internationale par des réformes éducatives, scientifiques et culturelles afin d'accroître le respect universel de la justice, de l'état de droit et des droits de l'homme ainsi que des libertés fondamentales proclamées dans la Charte des Nations Unies.

Siège: Paris, France.

Membres: 195 États membres.



La FSM au sein des Organisations Internationales

La position du congrès de la FSM telle que définie par la plateforme d'action adoptée au 17ème Congrès indique que les représentants permanents de la FSM dans les organisations internationales doivent remplir adéquatement leur rôle, pour promouvoir et faire avancer les positions du mouvement syndical de classe international, pour proposer des actions et des initiatives à entreprendre par la FSM pour améliorer les conditions de vie des travailleurs et le fonctionnement des organisations syndicales au niveau international.

La FSM a pour objectif (sans minorer ni négliger son travail décisif de regroupement idéologique et organisationnelle du mouvement syndical international) de mener la bataille et de faire entendre la voix de la classe et les intérêts des travailleurs au sein des organisations internationales, de révéler leur rôle, de briser les illusions, d'assurer l'adoption maximum possible des positions en faveur des travailleurs. Les décisions et les conventions (par exemple les 189 conventions et recommandations de l'OIT) sont importantes pour être utilisées par la classe ouvrière et les syndicats pour démontrer leur violation afin de faire pression sur les gouvernements et les employeurs. Dans le même temps, cependant, les exemples de déviation et de violation des accords devraient être exploités en montrant aux travailleurs que tant leur pouvoir de négociation (par exemple, dans les négociations collectives) que la mise en œuvre de tout accord obtenu par le mouvement ouvrier dépendent et s'appuient principalement sur la volonté, la force, le dynamisme et la direction de la lutte de classe quotidienne.

En tant que FSM, nous exigeons la transparence et des changements dans le mode d'élection de l'organe directeur. Les deux organisations syndicales internationales doivent être représentées proportionnellement et sur la base de la force et du soutien dont elles bénéficient. Ça c'est la démocratie fondée sur les principes fondateurs de l'OIT et de l'ONU. Nous exigeons l'objectivité et l'équité à tous les niveaux et dans tous les domaines de l'OIT et condamnons la monopolisation de l'OIT par la CSI.

Sur la base de sa fondation et de son fonctionnement, l'OIT est obligée de traiter tous les syndicats de manière égale et démocratique, indépendamment des différences politiques, idéologiques, religieuses et



raciales. Où est le traitement égal de l'analyse de classe et de l'idéologie révolutionnaire dans les positions, les structures, les séminaires et les organes de l'OIT? Les organisations internationales prônent la "désidéologisation" et la "neutralité politique" tout en consolidant en fait l'hégémonie idéologique du capital et du réformisme.

Nous exigeons la mise en œuvre immédiate de toutes les conventions et décisions de l'OIT visant à défendre les libertés syndicales, à défendre le droit d'association, de grève et de négociation collective, à garantir des conditions de travail et de vie décentes, à garantir la santé et la sécurité sur tous les lieux de travail, à abolir la discrimination en matière de travail et de rémunération, à abolir le travail forcé et le travail des enfants.

Nous exigeons le respect immédiat de la Charte des Nations Unies et des résolutions sur l'égalité des nations, la fin de l'ingérence étrangère dans les affaires intérieures des autres pays. Nous exigeons la fin des sanctions, des embargos et de l'occupation d'États et de territoires.

Nous luttons pour la mise en œuvre pratique des objectifs et des positions de la FAO, de l'UNESCO, de l'ONU pour une suffisance alimentaire et énergétique totale, l'accès universel aux services publics de base, la fin des discriminations de genre, raciales, ethniques et interethniques, la protection des droits des peuples autochtones, des réfugiés et des migrants. Nous exigeons la protection des droits de l'homme et le droit à l'eau, à la terre, à l'air, à la pêche et à tous les biens essentiels.

La pandémie

Ses conséquences sur la classe ouvrière et le mouvement syndical

Les travailleurs de l'ensemble du monde capitaliste ont été laissés exposés à la pandémie et à ses conséquences par un système qui ne veut ni ne peut fournir les moyens nécessaires pour une vie dignifiée, pour la santé et l'éducation, pour le droit au travail et à un travail avec droits. La nouvelle crise économique, qui se profilait avant la pandémie et a été précipitée par celle-ci, a marqué une nouvelle attaque contre l'acquis des travailleurs. L'attaque contre la journée de travail de huit heures, la déréglementation davantage des relations de travail, l'institutionnalisation de formes et de conditions de travail flexibles, la révision et l'abolition des lois du travail, les tentatives de contourner le droit sacré de la grève, l'abolition du congé dominical, les violations flagrantes des libertés syndicales et démocratiques les plus fondamentales sont menées sous le prétexte de la pandémie dans le monde entier.

Selon l'OIT, en 2020 on estime que le temps de travail perdu représente 8,8 % du temps de travail total et est équivalent à 255 millions d'emplois à temps plein. Parmi les heures de travail perdues, la moitié est due au déplacement de 114 millions de travailleurs supplémentaires de la population active par rapport à 2019 et l'autre moitié est due à une réduction des heures de travail de ceux qui ont gardé leur emploi.

Les pertes ont été particulièrement élevées en Amérique latine et dans les Caraïbes, en Europe du Sud et en Asie du Sud. La perte d'heures de travail en 2020 était environ 4 fois plus élevée que pendant la crise de 2009. On estime à 75 millions le nombre de pertes d'emplois en 2021 et à 52 millions celui des pertes d'emplois en 2022.

La diminution du nombre total d'heures de travail a eu un impact considérable sur les revenus des travailleurs. Si l'on exclut les subventions et les revenus des gouvernements, les revenus totaux des travailleurs ont diminué de 3.700 milliards de dollars, soit 8,3 %, par rapport à ce qu'ils auraient été sans la pandémie. Ces nouvelles

réductions des revenus des travailleurs s'ajoutent aux énormes pertes subies lors de la précédente crise économique et qui n'ont pas été récupérées pendant la récente période de faible croissance économique.

Le taux de chômage mondial est estimé à 5,9 % en 2022, avec quelque 207 millions de chômeurs dans le monde, un chiffre qui restera supérieur à celui d'avant la pandémie, soit 187 millions de chômeurs en 2019.

De même, par rapport à 2019, 108 millions de travailleurs supplémentaires et leurs familles sont désormais en situation d'extrême pauvreté.

Cette crise, comme la précédente, a confirmé que les sections les plus vulnérables de la classe ouvrière sont touchées de manière disproportionnée et plus sévère par les conséquences de la crise:

- Les travailleurs informels couraient un risque de perdre leur emploi trois fois plus élevé que celui des travailleurs formels et 1,6 fois plus élevé que celui des travailleurs indépendants, tout en étant beaucoup plus susceptibles d'être exclus d'un programme d'aide financière du gouvernement. Des milliards de travailleurs informels se sont donc retrouvés sans revenu et l'absence de sécurité sociale leur a rendu encore plus difficile l'accès aux services de santé.

- L'emploi des femmes a diminué davantage que celui des hommes. Dans le même temps, 9 femmes sur 10 qui ont perdu leur emploi ont également été déplacées de la population active (c'est-à-dire qu'elles ne sont même pas incluses dans les chômeurs), ce qui se traduira par une durée d'inactivité plus longue.

- Les jeunes sont également touchés de manière disproportionnée en termes de relations de travail et l'exclusion forcée de millions de jeunes du processus éducatif est un problème crucial. Jusqu'en 2020, environ 70% des pays (dont les données sont disponibles) enregistrent une augmentation du nombre de jeunes qui ne sont ni au travail, ni dans l'enseignement, ni dans un programme d'éducation ou de formation. L'emploi des jeunes dans le monde a chuté de 8,7 % en 2020, contre 3,7 % pour les adultes, la baisse la plus forte étant observée dans les pays à revenu intermédiaire.

- De nombreux migrants se sont retrouvés immédiatement sans emploi ni revenu avec le déclenchement de la pandémie et, en raison des

confinements, beaucoup sont restés bloqués dans leur pays de résidence sans pouvoir retourner dans leur pays d'origine.

En ce qui concerne les vaccins Covid-19, 63% de la population mondiale a reçu au moins une dose du vaccin.

Seuls 12,9% des personnes dans les pays à faible revenu ont reçu au moins une dose. L'exemple de l'Inde, le plus grand pays producteur de vaccins pour les monopoles pharmaceutiques internationaux, où seulement 56% de la population a été vaccinée jusqu'à présent, est typique. L'appel de la FSM en faveur de vaccins gratuits, sûrs, sans brevets monopolistiques pour tous, de médicaments et de vaccins qui soient des biens sociaux et non des marchandises, reste urgent et pertinent deux ans après le début de la pandémie.

En ce qui concerne l'éducation, selon les données de l'UNICEF en mars 2021, les écoles de plus de 168 millions d'enfants dans le monde avaient été complètement fermées pendant presque une année entière en raison des confinements. Comme FISE l'a souligné dès le début, les enfants de familles pauvres n'avaient pas accès à l'éducation à distance en raison du manque d'internet, de tablettes, etc., ce qui leur a fait manquer une année entière et a obligé de nombreux enfants à abandonner l'école. Selon les estimations officielles, au moins un élève sur trois, soit 463 millions d'enfants dans le monde, n'a pas pu accéder à l'apprentissage en ligne lorsque son école a fermé ses portes, le nombre réel étant bien plus élevé.

Selon l'UNESCO, les fermetures d'écoles, quelle que soit leur durée, ont des conséquences dramatiques, en particulier pour les pays à revenu moyen et faible. Dans cette catégorie, le pourcentage d'enfants affectés par un mauvais apprentissage, qui était de 53% avant la pandémie, pourrait atteindre 70%. Dans certaines régions du Brésil, du Pakistan, de l'Inde rurale, de l'Afrique du Sud et même du Mexique, entre autres, on enregistre des pertes importantes dans l'apprentissage des mathématiques et de la lecture. À l'horizon 2030, "aucune région du monde ne devrait réussir à offrir un enseignement secondaire à tous les enfants", "les enseignants estiment que seul un tiers des élèves auront des compétences de base en mathématiques" et "33% des élèves ne seront pas capables de lire une phrase à la fin de l'école primaire".



Dans le même temps, la pandémie dans le monde a déclenché une nouvelle vague d'attaques contre les droits du travail et les libertés syndicales. Selon une enquête de l'OIT, des violations des normes internationales du travail, du droit du travail et des libertés syndicales ont été signalées sur tous les continents du monde. La plupart des violations ont été enregistrées dans les pays du monde arabe (67% des pays), suivis par l'Asie-Pacifique (35% des pays), l'Europe et l'Asie centrale (29% des pays), l'Afrique (21% des pays), les Amériques (20% des pays).

Les violations concernent, entre autres :

- Violation des normes internationales du travail
- Non-respect de la législation du travail concernant les licenciements, les heures de travail et le paiement des salaires.
- Non-respect des exigences en matière de santé et de sécurité sur le lieu de travail.

En même temps, dans de nombreux pays, des restrictions spécifiques ont été décidées dans le contexte et sous le prétexte de la pandémie, dans le but clair et unique de supprimer davantage l'action syndicale. Les grèves et les manifestations ont été violemment réprimées, les syndicalistes ont été et sont encore poursuivis pour de fausses accusations et des accusations forgées de toutes pièces, et des décisions de justice interdisant les réunions et les activités syndicales ont même été enregistrées.



DES LUTTES IMPORTANTES DE CES DERNIÈRES ANNÉES

Nous étions-là!

Au cours des plus de cinq années écoulées depuis l'organisation du 17e Congrès Syndical Mondial à Durban, en Afrique du Sud, en octobre 2016, d'importantes luttes ont été organisées par les travailleurs et les syndicats militants partout dans le monde. Toutes les luttes, petites ou grandes, victorieuses ou sans résultats positifs immédiats, sont importantes pour les travailleurs: Ils mettent en lumière leurs problèmes et leurs revendications, leur font prendre conscience de leur pouvoir, acquérir de l'expérience et améliorer leur lutte quotidienne.

Les luttes de classe ont des résultats. Même si ses résultats ne sont pas immédiatement tangibles, elles laissent un héritage pour la continuation de l'action. Les luttes de classe sont celles dans lesquelles les revendications sont formées sur la base des besoins contemporains des travailleurs et des peuples. Ce sont celles pendant lesquelles les travailleurs se rendent compte qu'ils doivent lutter eux-mêmes pour les intérêts de leur classe, sans attendre des représentants de la bourgeoisie et du capital qu'ils résolvent leurs problèmes.

Nous énumérons ci-dessous quelques-unes des luttes importantes qui se sont développées dans le monde et dans lesquelles les syndicats membres et amis de la FSM ont joué un rôle important:

Février 2022, en **Espagne**, le mouvement syndical de classe, les travailleurs et les syndicats de classe, continuent de lutter contre la réforme du travail avec des manifestations à Madrid et dans d'autres régions de l'État espagnol. Dans le même temps, des mobilisations sont également organisées par les organisations de retraités pour défendre les pensions.

Janvier 2022, d'importantes grèves et mobilisations populaires se déclenchent au **Kazakhstan** après la hausse du prix du gaz qui entraîne une augmentation du prix de tous les produits de première nécessité. Les manifestations font l'objet d'une répression violente qui entraîne la mort de dizaines de manifestants et des milliers d'arrestations.

L'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC) intervient pour mettre fin aux manifestations.



Décembre 2021, les travailleurs de **Turquie** organisent un rassemblement de masse pour réclamer une augmentation de salaire et contre les prix élevés qui touchent la classe ouvrière et les couches populaires du pays.

Octobre 2021, à travers les **États-Unis**, les luttes des travailleurs se multiplient, avec des grèves dans de nombreuses industries: 12.000 charpentiers, 10.000 fabricants d'équipements agricoles lourds John Deere, 31.000 travailleurs du secteur de la santé de Kaiser, 60.000 travailleurs de la télévision, du théâtre et du cinéma d'Hollywood, 1.100 mineurs de charbon en Alabama et 1.400 travailleurs d'une usine de céréales Kellogg's figurent parmi les dizaines de milliers de travailleurs qui y participent, réclamant de meilleurs salaires et conditions de travail. Tout cela dans un contexte économique pandémique où 4,3 millions de travailleurs ont quitté leur emploi au cours du seul mois d'août 2021, intensifiant ce que les médias appellent la "pénurie de main-d'œuvre". Pendant ce temps, les entreprises et les propriétaires ont réalisé des bénéfiques records. Les bénéfiques de John Deere ont augmenté de 61 % ces dernières années et le salaire de son PDG a augmenté de 160 % pendant la pandémie.

Durant ces cinq années à **Chypre**, PEO, en coordination avec les syndicats chypriotes turcs membres de la FSM, a intensifié sa lutte pour une solution juste et viable au problème chypriote. La FSM a toujours été et sera toujours solidaire avec eux.

Octobre 2021, **Italie**: « À bas le gouvernement Draghi, pas de pacte, pas de paix sociale » Par ces mots, cent mille travailleurs ont marché sur plus de trente places à travers l'Italie, tandis que la participation à la grève a dépassé un million de travailleurs. Et ce, malgré l'intimidation par les médias quant à la possibilité que des provocateurs violents s'infiltrèrent dans les marches.

Le 20 juillet 2021, le peuple **cubain**, à travers de grands rassemblements de soutien à la Révolution à La Havane et dans d'autres villes, montre sa détermination à annuler les plans impérialistes financés et motivés par les États-Unis pour déstabiliser le pays.

Juillet 2021, 200.000 enseignants se mettent en grève au **Sri Lanka**, exigeant des augmentations de salaire et le retrait d'un projet de loi qui mine l'enseignement public.



Juin 2021, les forces de classe en **Grèce** organisent des grèves contre la loi abolissant la journée de travail de 8 heures, attaquant les droits syndicaux, le droit de grève.

Avril 2021, les travailleurs, les jeunes, le peuple **colombien** réagissent et organisent des mobilisations de grande ampleur contre la réforme fiscale promue par le gouvernement d'Ivan Duque. Ils dénoncent également les meurtres de militants par les paramilitaires, la corruption et la mauvaise gestion de la pandémie. Des dizaines de manifestants sont tués, des milliers sont blessés et arrêtés. La FSM et ses syndicats affiliés dans le monde entier dénoncent la répression, les meurtres et exigent que les justes revendications du peuple colombien soient satisfaites. Sous la pression des réactions, la réforme fiscale est temporairement reportée.

Janvier 2021, les agriculteurs et travailleurs **indiens** organisent une nouvelle grève contre la réforme agricole voulue par le gouvernement Modi, qui prévoit la libéralisation du marché agricole. Pendant plus de 50 jours, des centaines de milliers d'agriculteurs et de travailleurs organisés et soutenus par les syndicats ont marché à New Delhi pour exiger le retrait de trois lois qui appauvrissent les agriculteurs et encouragent la monoculture intensive.

Le 2 décembre 2020, 250.000.000 d'ouvriers, d'agriculteurs et d'employés de tous les secteurs se mettent en grève en **Inde** pour dénoncer les politiques anti-ouvrières du gouvernement.

Novembre 2020, des milliers de manifestants en **Thaïlande** se mobilisent pour revendiquer des libertés démocratiques et syndicales et la fin du régime autoritaire dans leur pays.

Octobre 2020, le procès de l'organisation criminelle nazie Aube dorée en **Grèce** se termine par la condamnation de l'organisation pour des meurtres et des attaques meurtrières contre des militants et des migrants. Dans une manifestation de masse, les travailleurs d'Athènes saluent la décision.

Août 2020, les travailleurs et le peuple du **Zimbabwe** se soulèvent pour obtenir des droits sociaux et économiques fondamentaux. Ils revendiquent un niveau de vie dignifié, des augmentations de salaire, l'accès à la santé, à l'éducation et à l'emploi.



Août 2020, NEHAWU en **Afrique du Sud** organise une grève pour améliorer les conditions de travail et obtenir des mesures de protection adéquates contre la pandémie pour les travailleurs de première ligne.

Juin-Juillet 2020, de grandes mobilisations sont organisées aux **États-Unis** contre la violence raciste et les meurtres commis par la police, suite au meurtre de George Floyd. Aux revendications contre le racisme et la discrimination raciale qui sévissent aux États-Unis s'ajoutent celles pour une amélioration des soins de santé publique, alors que la pandémie cause des dizaines de milliers de morts parmi les travailleurs.

Le 1er Mai 2020, au milieu de la pandémie, du couvre-feu et des interdictions des rassemblements dans la plupart des pays d'Europe et d'autres continents, des grèves, des rassemblements massifs et des actions militantes sont organisés partout dans le monde par les syndicats de classe pour commémorer la Journée Internationale des travailleurs.

Le 22 Mars 2020, 52 médecins et personnel sanitaire **Cubains** arrivent en Italie, organisés en une brigade hautement spécialisée dans le traitement des patients infectés par des virus.

En Mars 2020, **USB Italie** organise une grève générale en raison des pénuries tragiques dans le secteur de la santé publique, qui ont entraîné la mort de centaines de travailleurs à cause de la pandémie.

Janvier 2020, de grandes manifestations sont organisées en **Indonésie** contre la loi Omnibus sur le travail qui impose des formes de travail flexibles, des salaires bas et des attaques contre les droits et libertés des travailleurs.

Janvier 2020: grande manifestation à Marseille dans le cadre d'une grève générale en **France**. Cette manifestation est la plus importante depuis le début des mobilisations du 5 Décembre contre le plan de réforme des retraites.

Décembre 2019 : Grande grève de la CGT **France**.

31 novembre 2019, Délégation internationale de la FSM se rend en **Palestine** pour exprimer sa solidarité dans le cadre de la Journée internationale de solidarité avec la lutte palestinienne.



Novembre 2019, **Mexique**, des mobilisations massives organisées par les organisations paysannes de classe contre le budget anti-populaire.

Novembre 2019, les travailleurs en **Iran** organisent des manifestations contre la privatisation des secteurs stratégiques et pour demander des augmentations de salaire.

Novembre 2019, la COB, les travailleurs et le peuple de **Bolivie** résistent à la tentative du coup d'État contre le Président Evo Morales.

Octobre 2019, en **Équateur**, les travailleurs et le peuple équatorien s'opposent aux mesures anti-populaires du gouvernement de Lenin Moreno qui, par la répression, tente de briser leur résistance.

Octobre 2019, de grandes mobilisations populaires et des grèves se déclenchent au **Chili**, où les travailleurs et les syndicats militants exigent la satisfaction de leurs besoins contemporaines, luttent pour des droits contemporains dans l'éducation, la santé et contre la répression du gouvernement bourgeois de Piñera.

Octobre 2019, des manifestations populaires massives sont organisées au **Liban**, dénonçant la pauvreté, le chômage, les pénuries de services de base comme l'électricité et l'eau, la situation dramatique vécue par les travailleurs et les couches populaires du Liban, encore aggravée après la grande explosion d'août 2020 dans le port de Beyrouth.

Octobre 2019, pétition de la FSM au Parlement Européen contre les projets de fermeture de la centrale au lignite Centrale de Gardanne en **France**. Pendant près d'un an de mobilisation et de grève, les travailleurs ont lutté pour empêcher les plans antisyndicaux de fermeture de l'usine et pour protéger les emplois de centaines de travailleurs et de leurs familles.

Le 8 septembre 2019 commence le 3e Forum International de solidarité avec les travailleurs et le peuple de **Syrie** à Damas, organisé par la GFTU Syrie en coordination avec la FSM et la CISA.

Août 2019, **Costa Rica**, grève des travailleurs à la Sécurité Sociale pour la défense du financement suffisant des services de santé, et contre la privatisation.



Juillet 2019, **Équateur** : les 16 et 17 juillet, la FEI-Confédération des peuples et organisations indigènes ruraux de l'Équateur et d'autres organisations et mouvements sociaux manifestent contre le modèle économique néolibéral que le gouvernement met en œuvre contre le peuple et qui provoque une augmentation du chômage et de la pauvreté en Équateur. Ils revendiquent, entre autres, l'accès à la terre et à la production, la suffisance alimentaire pour la population.

Le 7 juin 2019, les travailleurs de **Monaco** ont manifesté pour une augmentation de leurs salaires afin qu'ils puissent subvenir à leurs besoins essentiels, ainsi que pour une meilleure protection sociale.

Janvier 2019, au **Venezuela**, la FSM, ses travailleurs et ses membres au Venezuela et dans le monde entier rejettent la tentative de coup d'État contre le gouvernement légitimement élu du pays organisée par le gouvernement américain, l'OTAN et l'UE et mise en œuvre par les représentants des monopoles à l'intérieur du pays.

Janvier 2019, Grève des ouvriers du textile au **Bangladesh** contre leur exploitation brutale par les monopoles de l'industrie et les nombreux accidents mortels sur les lieux de travail.

Décembre 2018, **France**, les travailleurs luttent contre les politiques anti-ouvrières de l'UE et du FMI.

Novembre 2018, intervention de la FSM et de l'USB **Italie** au Parlement Européen sur la situation des travailleurs migrants à Foggia, dans le sud de l'Italie, demandant l'amélioration immédiate de leurs conditions de travail et de vie.

Novembre 2018, grande mobilisation à **Mexico** des producteurs des champs, où plus de 150.000 membres du Frente Auténtico del Campo (FAC) composé de CIOAC, CODUC, MST et UNTA ont célébré le 107e anniversaire du projet Ayala.

Septembre 2018, **Russie**, les travailleurs se mobilisent contre l'élévation de l'âge de la retraite.

27 septembre 2018, **Costa Rica**, après 17 jours de grève, les travailleurs et le peuple du Costa Rica continuent leur lutte contre le plan fiscal répressif que le gouvernement insiste à imposer. Les rues principales de San Jose sont le théâtre de la plus grande marche de



l'histoire du pays. Malgré la répression militaire du gouvernement, un million de personnes se rassemblent.

Août 2018, une marche massive contre la réforme des retraites s'est tenue au **Paraguay**, où les drapeaux de la FSM accompagnent la mobilisation massive de la classe ouvrière et du peuple paraguayen.

Août 2018, Au **Paraguay**, il est décidé de libérer des militants paysans emprisonnés depuis 6 ans pour avoir lutté pour leurs et contre l'occupation de grands propriétés et de terres usurpées par les oligarques. Cependant, Rubén Villalba, leader des paysans, reste emprisonné pour une autre raison qui est également liée à la lutte pour la terre. La lutte pour la libération de Villalba et de tous les prisonniers politiques au Paraguay continue.

Août 2018, au **Trinité et Tobago**, les travailleurs du pétrole mènent une lutte importante contre les projets du gouvernement de vendre les actifs de la Trinidad and Tobago Oil Company et contre le licenciement des milliers de travailleurs.

Août 2018, la jeune militante **palestinienne** Ahmed Tamimi envoie un message de remerciement à la FSM pour la campagne de solidarité internationale organisée dans plus de 85 pays sur les cinq continents pour la libération d'elle et de sa mère des prisons israéliennes et pour défendre le Peuple Palestinien dans sa lutte pour son pays indépendant avec Jérusalem-Est comme capitale.

Juillet 2018, aux **Philippines**, manifestations et activités anti-impérialistes organisées par les travailleurs et les étudiants dénonçant les exercices militaires et les accords de "défense" américano-philippins.

Juillet 2018, les enseignants et les employés des établissements d'enseignement privés du **Bangladesh** demandent à rejoindre le système d'ordre de paiement mensuel (MPO) du gouvernement. Les enseignants et les travailleurs des écoles privées protestent depuis le 10 juin 2018 et ont entamé une grève de faim depuis début juillet devant le National Press Club Dhaka, la capitale du Bangladesh, jusqu'à ce que leurs revendications soient satisfaites. Près de 80.000 enseignants de 5.000 écoles non gouvernementales sont désormais exclus du champ d'application du système MPO, bien que le gouvernement bangladais ait assuré qu'il répondrait à leur demande en janvier dernier.



Juin 2018, le Syndicat national des mineurs (NUM) en **Afrique du Sud** décide de fermer complètement la compagnie d'électricité Eskom, car l'équipe de négociation d'Eskom ne négocie essentiellement pas, suit les demandes de la direction et refuse les demandes du côté des travailleurs représentés par le NUM.

Mai 2018, les travailleurs **brésiliens** du secteur pétrolier lancent une grève d'avertissement de 72 heures dans tout le pays. Le secteur, composé de plus de 60.000 travailleurs, proteste contre les mesures néolibérales du gouvernement illégitime de Michel Temer, qui, depuis qu'il a accédé à la présidence par un coup d'État, a mis en œuvre son programme de privatisation du système Petrobras, de réduction des investissements et de politique d'extorsion des prix.

14 mai 2018, les forces israéliennes massacrent des dizaines de **Palestiniens** à **Gaza**. Des dizaines de Palestiniens non-armés sont assassinés, blessés et menacés par les forces israéliennes pour avoir protesté contre le transfert de l'ambassade des États-Unis de Tel Aviv à Jérusalem et pour avoir exigé le droit de retourner sur leurs terres qui ont été occupées le 15 mai 1948. Au moins 41 Palestiniens ont été tués et plus de 2.000 blessés à Gaza le 14 mai, ce qui porte à 100 le nombre total de Palestiniens tués depuis le début de leurs manifestations le 30 mars. L'armée israélienne continue de tirer de sang-froid sur nos frères et sœurs palestiniens.

Avril 2018, la FSM participe à la manifestation organisée à Athènes le 13 avril contre les préparatifs et les plans de guerre des impérialistes dans le sud-est de la Méditerranée et en Syrie.

Mars 2018, **Portugal** : Grève de plusieurs jours des enseignants et des fonctionnaires contre le gel des salaires depuis plusieurs années.

Mars 2018, **Inde**: Une grande marche des agriculteurs a débuté le 6 mars et les agriculteurs ont défilé de Nasik à Mumbai. Pendant la marche de 200 km, des rassemblements massifs de solidarité ont été organisés dans de nombreuses régions. Cette marche impressionnante a été un succès, obligeant le gouvernement de l'État à accepter les demandes des agriculteurs par écrit.

Décembre 2017, Le peuple d'**Argentine** se bat contre la réforme du système de retraite mise en place par le gouvernement argentin. La



loi viole les droits conquis par les retraités et les travailleurs du pays au profit du grand capital et de la bourgeoisie argentine.

Décembre 2017, les travailleurs **grecs** organisent des luttes contre la répression du gouvernement au droit de grève.

Novembre 2017, les travailleurs de REAL Market en **Turquie** poursuivent leur lutte en protestant contre la perte d'emplois et en exigeant une indemnisation par Metro Group A.G. aux travailleurs licenciés de Real Market. Après le rachat de Real Hypermarkets par Metro Group A.G., un monopole international en Allemagne, qui opère dans plusieurs pays du monde, Real Hyper Markets a déclaré faillite et plus de 1.700 travailleurs ont été licenciés. Depuis 4 mois, les employés de Real Hypermarkets réclament leurs indemnités en organisant des manifestations à Istanbul et dans d'autres villes.

Novembre 2017, Une action énorme massive nationale de trois jours contre les politiques anti-ouvrières et anti-peuple du gouvernement a débuté au Parlement de la capitale de **l'Inde**. La manifestation est organisée par la plate-forme commune des syndicats centraux, qui comprend les syndicats centraux et toutes les grandes fédérations. La plate-forme syndicale commune représente les travailleurs de toutes les grandes industries et de tous les secteurs de services, par exemple le charbon, l'acier, les transports, les télécommunications, le pétrole, l'électricité, les ports et les docks, l'ingénierie, la construction, le travail, etc. ainsi que les employés du gouvernement central et des gouvernements d'État des chemins de fer, des banques, des assurances, de la production de défense.

7 novembre 2017, **Italie**: L'USB, avec d'autres confédérations en Italie, organise une grève générale et des mobilisations afin de s'opposer aux politiques anti-ouvrières mises en œuvre par le gouvernement et l'Union européenne. Ils exigent des augmentations de salaires et de pensions et luttent contre la précarité, la privatisation des entreprises publiques, la xénophobie et le racisme et les mesures qui servent les intérêts des monopoles de leur pays.

En octobre 2017, les travailleurs en **France** organisent une grève générale contre la réforme du code du travail, contre les suppressions de postes et l'attaque de leurs droits sociaux et acquis.



27 septembre 2017, une grève générale est organisée avec succès par COSATU en **Afrique du Sud** pour les droits et l'émancipation des travailleurs.

Le 21 septembre, en **France**, des milliers de travailleurs en grève manifestent dans toute la France contre les décrets du gouvernement capitaliste.

Le 12 septembre 2017, en **France**, la FNIC CGT organise une grève dans le secteur pétrolier contre les politiques anti-ouvrières des nouveaux et anciens gouvernements.

Juin 2017, mobilisation anti-impérialiste de deux jours du PAME à Thessalonique, en **Grèce**, avec le slogan : "Avec les travailleurs de tous les pays pour un monde sans exploitation, sans guerres, sans réfugiés."

Mai 2017, Une manifestation pour la paix a lieu en **Israël** avec le slogan "2 États, 1 espoir" et des milliers de participants répondent à l'appel, exprimant leur désaccord avec la situation en Palestine.

Avril 2017, le militant **Palestinien** Marwan Barghouti entame une grève de faim avec 1.600 autres prisonniers. Les grévistes exigent le respect des droits de l'homme des prisonniers et de l'ensemble du Peuple palestinien.

Mars 2017, La Confédération des enseignants du **Brésil** organise une grève de 10 jours, à partir du 15 mars, contre la réforme de la Sécurité sociale prévue par le gouvernement réactionnaire de Michel Temer. Les enseignants ont recueilli un million de signatures pour participer à la grève et appellent les autres secteurs à se joindre pour exiger le retrait du projet de loi qui propose d'augmenter l'âge de la retraite pour tous les travailleurs, hommes et femmes, et de supprimer les dispositions spéciales pour les enseignants et les agriculteurs.

Pendant ce temps, les enseignants en **Argentine** font également une grève de plusieurs jours. Les enseignants réagissent contre le gouvernement Macri et les gouvernements locaux qui ne répondent pas à leurs demandes.

Février 2017, une grande manifestation et une mobilisation nationale sont organisées par l'héroïque CGTP au **Pérou**, contre la corruption.



Décembre 2016, 1.500 ouvriers de l'habillement sont licenciés au **Bangladesh** après une semaine de protestations. Les travailleurs ont commencé leur manifestation pour protester contre le licenciement de 121 travailleurs et réclamer un salaire minimum mensuel de 16.000 taka (165 £/203 \$). Il est actuellement de 5 00 taka (55 £/67 \$).

Novembre 2016, les travailleurs des chemins de fer et du métro **sud-coréens** font grève pendant 6 semaines contre le système de rémunération basé sur la performance du gouvernement et pour un emploi stable avec des salaires et des droits dignifiés.

Dans de nombreux autres pays, comme **l'Égypte**, où les travailleurs ont réagi en 2021 à la fermeture de grandes usines et à la privatisation de secteurs stratégiques de l'économie, comme en **Irak**, en **Algérie**, dans d'autres pays africains, en **Autriche**, en **Suède** et ailleurs, les petites et grandes luttes menées par des travailleurs et des syndicalistes pionniers n'ont pas manqué.

Nous continuerons à lutter et de manière encore plus dynamique dans la prochaine période pour répondre à nos besoins contemporaines!



PRIORITÉS – FSM: **CE QU'ELLE EST ET CE QU'ELLE VEUT**

Alors que nous traversons la troisième décennie du 21^{ème} siècle et que nous nous apprêtons à célébrer le 80^{ème} anniversaire depuis la création de la Fédération syndicale mondiale – FSM- ainsi que toutes ces années d'activité méritée, nous partageons des objectifs communs tels que:

1. Maintenir et continuer à renforcer les positions unifiées de la FSM étant la première condition afin que la Fédération puisse jouer son rôle de défenseur des droits des travailleurs solide et constant.
2. Subvenir à l'unité de la classe ouvrière formant une classe sociale unifiée dans le monde entier face à la lutte pour une société libérée de l'exploitation capitaliste. Dans cette lutte pour renverser l'esclavage capitaliste, la classe ouvrière tiens à élaborer des alliances sociales larges avec les paysans, les intellectuels progressistes et les travailleurs libéraux.
3. Renforcer et approfondir les principes fondateurs de la FSM comme une organisation syndicale qui embrasse et avance sur la base des principes de la lutte de classe, des libertés démocratiques et syndicalistes, pour la défense du droit d'organisation et du droit de grève. Elle suit et elle applique les principes du fonctionnement démocratique, du contact direct avec les travailleurs et elle respecte les principes de fonctionnement des syndicats de base.

Le droit de grève

La FSM reconnaît le droit de grève comme un droit humain fondamental et une partie essentielle de la liberté d'association. La classe capitaliste aux niveaux national, régional et international a adopté une approche agressive non seulement pour violer ce



droit fondamental mais aussi pour tenter activement de priver les travailleurs et les syndicats de ce droit. La FSM s'opposera énergiquement à ces attaques et défendra le droit de grève à tout prix.

4. L'internationalisme et la solidarité parmi tous les travailleurs sans tenir compte de la couleur, de la religion, du sexe, de la langue et des choix politiques. Ainsi aucun travailleur voire aucun secteur ne puisse-t-il être seul dans ses luttes et dans ses revendications.
5. La FSM dès sa création est une organisation syndicale inspiré par des valeurs anti-impérialistes et elle défend le droit de chaque peuple à la liberté de décider seul et de façon démocratique pour le présent et pour l'avenir. Elle condamne les conflits et les invasions impérialistes. Elle s'oppose au racisme, au fascisme et à la xénophobie.
6. Promouvoir sur le terrain la participation égale des femmes et des jeunes aux activités et au fonctionnement des syndicats. Veiller à ce qu'ils prennent des postes de responsabilité importants et faire confiance à leur rôle. Éduquer nos membres et nos cadres de lutter contre l'exploitation sociale tous ensemble, femmes et hommes dans un esprit de fraternité.
7. Avoir besoin des syndicats démocratiques, de classe et massifs, qui deviendront les écoles d'apprentissage de lutte sociale pour l'émancipation de la classe ouvrière. Agir collectivement et avoir toujours les oreilles et les yeux vers la base, vers les simples travailleurs. Être fermes et constants sur les étriers contre la bureaucratie, l'élitisme, le carriérisme et la corruption.
8. Voir la FSM intervenir au sein des organismes internationaux dont elle est membre afin d'avancer avec clarté les positions du mouvement syndical des classes sociales et afin de révéler l'hostilité des organismes qui enfreignent leurs principes fondateurs et les raisons d'être créée, à l'égard des travailleurs.

9. Subvenir au quotidien aux besoins de la structure de la FSM entière, du bas vers le haut constitue une activité pérenne afin d'apporter une amélioration du niveau de vie de tous les travailleurs, salariale, culturelle, spirituelle ainsi qu'une amélioration des conditions de travail et d'assurance. Donner satisfaction aux BESOINS CONTEMPORAINS est l'objectif constant de chaque pays, de chaque secteur, de chaque région et de chaque syndicat.

Aujourd'hui, vu le progrès technologique et les richesses accumulées, la barre est toujours placée haute concernant les besoins contemporains et les aspirations à ce propos sont grandes. Les nouvelles technologies et la numérisation doivent être utilisées pour améliorer la vie des travailleurs et non pour augmenter les profits. Le droit aux soins médicaux publics gratuits, au logement décent, à l'accès à l'eau potable, aux transports publics moins coûteux et en sécurité, à l'éducation publique gratuite pour tous les enfants sont inclus certainement aux besoins contemporains suivant le concept du mouvement syndical des classes sociales.

La lutte contemporaine d'une classe pour elle-même

Le mode de production capitaliste, tout en déclinant en raison de ses propres contradictions, cherche en permanence des moyens de maintenir son hégémonie. Étant donné que l'essence de sa survie est marquée par l'appropriation de la richesse produite par la classe ouvrière, la responsabilité retombe toujours sur la classe ouvrière lorsque le système entre en crise.

C'est pourquoi, à part les baisses récurrentes des taux de profit, surtout à partir des années 1970, et les crises qui ont suivi, notamment celle de 2008/2009, le système a accéléré un ensemble de changements dans la façon, le mode et le lieu de production. L'externalisation, une intense augmentation technologique et des entreprises, accompagnées d'une nouvelle



division du travail marquée par la dispersion des unités productives, caractérisent la nouvelle ère du monde du travail.

En outre, cherchant à affaiblir la résistance politique à cette attaque anti-ouvrière, ils flexibilisent la législation du travail et dérèglent le rôle de la représentation syndicale. Globalement, malgré les grandes mobilisations, le résultat de cette étape actuelle est la précarisation du travail et la prise de conscience d'une partie considérable de notre classe.

La Fédération Syndicale Mondiale et ses syndicats ne doivent pas sous-estimer cette nouvelle situation; au contraire, ils doivent l'étudier et l'affronter avec des tactiques et des moyens appropriés, en particulier, avec le renforcement de la formation politique et du travail syndical à la base.

Revenus – Salaires – Rémunérations

Nous soutenons et nous revendiquons la signature des accords collectifs de travail pour assurer le plein emploi et le travail régulier rémunéré décentement. Des accords collectifs doivent être signés à chaque pays et dans chaque secteur qui donneront une suite favorable aux revendications des travailleurs. Par exemple et comme exigence minimale, le revenu des travailleurs dans chaque pays doit être au moins deux fois supérieur au seuil de pauvreté.

Sécurité sociale

Nous revendiquons dans tous les cas une sécurité sociale publique et des plans de retraite publiques pour que tous les travailleurs dans tous les secteurs dans tous les pays puissent jouir pleinement du droit à la sécurité sociale. Le travail noir et les travailleurs non assurés deviennent «casus belli» pour le mouvement syndical des classes.



Cherté de vie – Chômage – Privatisations

Voici encore des «fruits» de la barbarie capitaliste et en même temps les «ennemis» du mouvement syndical et des travailleurs. Les classes sociales démunies sont le plus touchées par la cherté; le chômage est la «cinquième colonne» au ventre mou des syndicats et les privatisations ne sont que la grande fête des monopoles et des compagnies multinationales ayant pour objectif le licenciement des travailleurs et l'atteinte des droits des salariés ainsi que des acquis des travailleurs. Les privatisations conduisent à la vente de la richesse publique et donnent une grande opportunité aux monopoles et aux entreprises multinationales de licencier des travailleurs, de s'attaquer à leurs droits et à leurs acquis et de priver les travailleurs d'un accès libre et universel aux biens sociaux. La lutte contre la cherté de vie, le chômage et les privatisations doit être en haut sur l'agenda militant à porter à l'attention des syndicats membres de la FSM au quotidien.

Migrants – Réfugiés

Les conflits militaires impérialistes sont à l'origine de la crise migratoire et des réfugiés. L'exploitation et le pillage des ressources de richesse du tiers monde constituent le fait générateur de la pauvreté et de la migration. L'allègement de la dette extérieure des pays du tiers monde figure parmi les priorités majeures et diachroniques du mouvement syndical international militant. Nous défendons en parallèle la vie et les droits des migrants et des réfugiés. Nous nous opposons au phénomène du racisme et du néonazisme. La classe ouvrière est unifiée pour la FSM.

Le travail des enfants – le travail des femmes enceintes

Les enfants mineurs doivent être scolarisés et jouer avec leurs camarades. L'interdiction du travail des enfants doit passer



au faire – et non pas rester au dire. Les règlements internationaux sur le congé maternité, le travail léger et l'interdiction de licencier les femmes enceintes doivent se faire respecter.

10. Nous soulignons l'importance des conditions d'hygiène et de sécurité aux lieux de travail pour que les travailleurs puissent rentrer sains et saufs chez eux et rejoindre ainsi leurs familles. Nous attirons l'attention des syndicats à la mise en place et au fonctionnement des commissions d'hygiène et de sécurité aux lieux de travail. L'action prolongée pour faire face à la crise environnementale, résultant des activités à but lucratif impitoyables des monopoles et des cartels des compagnies multinationales, est en très haute priorité. En conséquence, les gens pauvres se noient suite aux inondations, gèlent quand il fait froid sont morts brûlés dans les incendies ou périssent suite aux séismes etc.

11. Nous luttons avec fermeté afin de réduire les heures ouvrées et augmenter en même temps les appointements. La position adoptée par la FSM pour 35 heures de travail échelonné sur une semaine de 5 jours ouvrés est une nécessité immédiate aussi bien que réaliste. L'étape suivante serait une semaine de 4 jours ouvrés à plein temps, 7 heures par jour sans réduire les gages. Ce n'est qu'ainsi que la classe ouvrière et tous les travailleurs pourront toucher une rémunération minimale en conséquence de ce développement explosif de la technologie et des sciences utilisées dans le processus de production. La FSM s'oppose à l'emploi à mi-temps, au travail noir, à l'esclavage de travail et aux licenciements. Avec l'implémentation du télétravail, les formes flexibles d'emploi sont davantage promues, les heures de travail sont augmentées et le travail stable et permanent avec des droits est remis en question. Nous proposons de développer une large campagne pour une journée de travail de 35 heures sans réduction de salaire et de la lancer le 3 octobre 2022 prochain.

12. La FSM s'oppose au gaspillage des ressources et à l'investissement des fonds au secteur de l'armement et aux dépenses pour acheter de l'équipement militaire. Elle s'oppose à

l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins militaires et elle demande que l'OTAN soit immédiatement dissoute.

13. Nous ne partageons pas l'exclusion, le bannissement, les discriminations, l'embargo et les sanctions décidés par les États-Unis, l'OTAN et l'UE contre des pays. L'embargo et l'exclusion entraînent des conséquences fâcheuses pour le niveau de vie des familles de classe populaire, de tous les travailleurs, des pauvres et de petits paysans.

Comité International pour la protection des libertés syndicales et démocratiques

Les monopoles, les multinationales et les gouvernements du monde capitaliste utilisent les nouvelles technologies pour restreindre les libertés syndicales, démocratiques et individuelles des travailleurs dans la société et sur les lieux de travail.

Aujourd'hui, de nouvelles pratiques de surveillance et de restriction de la liberté syndicale et de l'action sociale s'ajoutent aux vieilles méthodes antisyndicales et antidémocratiques que sont la violence patronale et l'autoritarisme d'État, qui prennent même la forme d'assassinats de syndicalistes pionniers.

Le Comité International pour la protection des libertés syndicales et démocratiques rassemblera des données et présentera des mémorandums aux Organisations Internationales et soutiendra les initiatives pertinentes des organes dirigeants de la FSM. Il coopérera également avec le Comité légal de la FSM.

D'autre part, la plupart des employeurs n'appliquent pas toutes les mesures de santé et de sécurité nécessaires sur les lieux de travail, car ils considèrent la santé et la sécurité des travailleurs comme un coût, ce qui conduit à des "accidents" professionnels. L'OIT estime que quelque 2,3 millions de femmes et d'hommes dans le monde succombent chaque année à des accidents ou à des maladies liés au travail, ce qui correspond à plus de 6000 décès par jour. Dans le monde, on compte chaque année environ 340 millions d'accidents



professionnels et 160 millions de victimes de maladies liées au travail. La protection des travailleurs à l'intérieur des lieux de travail fera également partie des tâches du Comité international.

Chers amis, frères et sœurs,

Camarades de lutte

Le 18e Congrès syndical mondial est dans la dernière phase de son déroulement dans une période de grande intensification des antagonismes inter-impérialistes. Le conflit de guerre entre la Russie et l'Occident qui se déroule en Ukraine a provoqué des milliers de morts, des millions de réfugiés et d'énormes dégâts matériels. Le conflit est toujours en cours, les risques d'une guerre généralisée et l'utilisation d'armes nucléaires sont sur la table par les États-Unis, l'OTAN, l'UE et la Russie. Les risques pour les peuples sont grands. Cette guerre est la deuxième guerre en Europe, la première étant la guerre de l'OTAN contre la Yougoslavie en 1999. Ces guerres, comme celles qui ont eu lieu dans des pays comme l'Irak, l'Afghanistan, le Mali, la Syrie, le Liban, la Libye, la Géorgie, l'Arménie et ailleurs, sont basées sur les renversements qui ont eu lieu entre 1989 et 1991, entraînant la dissolution de l'Union soviétique et les renversements dans les pays socialistes d'Europe de l'Est.

Ceux qui prétendaient à l'époque que ce renversement global de la corrélation mondiale serait favorable à la paix et à la sécurité internationale se sont avérés soit erronés dans leurs évaluations, soit menteurs.

Face à ces développements et compte tenu du fait que les conséquences de ce conflit seront négatives pour les peuples, la question de savoir quel doit être le rôle du mouvement syndical international se pose à nouveau aux quatre coins du monde. Une question d'une importance intemporelle et stratégique.

La CSI, comme elle l'a toujours fait, soutient l'OTAN, les États-Unis, les forces fascistes et les groupes paramilitaires nazis qui se rassemblent de toute l'Europe et sont envoyés avec des équipements militaires



modernes en Ukraine pour combattre les Russes. Nous ne sommes pas surpris par cette attitude de la direction de la CSI. Depuis 1949 sous le nom de CISL et après, lorsqu'elle a été renommée CSI, elle a été et reste le bras syndical des multinationales et des impérialistes. Elle soutient les stratégies des impérialistes aux quatre coins du monde.

Dans ses déclarations et publications, la FSM ne se traîne pas derrière la Russie ni les États-Unis, l'OTAN et l'UE. Elle exige la fin du conflit et un accord de paix immédiat, la dissolution immédiate de l'OTAN et le maintien de la neutralité de l'Ukraine par rapport aux blocs militaires. Elle croit que c'est le droit et la responsabilité de chaque peuple de décider librement et démocratiquement de son présent et de son avenir.

Les positions fermes et bien établies de la FSM sont des positions qui ont été adoptées collectivement par les organes compétents de notre organisation et, à la lumière des nouveaux développements mondiaux, sont réaffirmées par notre 18e Congrès.

La FSM a été fondée le 3 octobre 1945 après la fin de la Seconde Guerre mondiale et sous l'impact de la défaite du fascisme et de la victoire de l'Armée Rouge.

La fondation de la FSM a été le fruit arrivé à maturité de l'évolution du Mouvement syndical au niveau national et a exprimé la nécessité d'une coordination internationale, la nécessité de la solidarité prolétarienne et de l'action commune de la classe ouvrière internationale contre l'exploitation capitaliste.

La FSM est la section organisée, progressiste du Mouvement syndical international et a pour principal objectif central l'amélioration des conditions de vie de la Classe ouvrière internationale, la lutte pour la revendication des libertés syndicales en général, la lutte simultanée pour le renversement du système capitaliste barbare.

La longue expérience, positive et négative, les dures luttes des travailleurs et des peuples depuis l'époque de Spartacus jusqu'à nos jours, confirment deux conclusions primordiales: D'abord comme Marx l'a écrit « l'histoire de toutes les sociétés ayant existées jusqu'ici est une histoire de lutte des classes » et deuxièmement que la Classe ouvrière internationale ne peut pas défendre ses revendications à court ou à long



terme et son objectif de classe si elle n'a pas extrait d'une avant-garde politique, sa propre organisation syndicale, forte, bien organisée et équipée sur le plan théorique.

Une telle organisation syndicale internationale, un centre de coordination internationale qui aura des racines fortes et stables dans la base, qui travaillera pour la base et qui recevra son pouvoir de la base. C'est le rôle que la FSM est engagée à jouer et qu'elle joue sur la scène syndicale internationale.

Nous sommes fiers du parcours et de l'action de la FSM depuis 1945 jusqu'à aujourd'hui. Elle a défendu le Socialisme dès le premier moment de sa formation ; elle a soutenu de manière active par sa solidarité morale, matérielle et syndicale tous les peuples qui ont lutté de façon pacifique ou par la lutte armée pour leur indépendance et leur libération, elle a contribué à la survie de dizaines de milliers de militants du mouvement syndical qui étaient soumis à la persécution et aux menaces en Afrique, en Amérique Latine, en Amérique Centrale, en Asie, au Moyen Orient, en Europe et aux Caraïbes et partout ailleurs dans tous les coins du monde.

Nous sommes fiers parce que les slogans les plus radicaux des luttes syndicales et de l'action ont été écrits d'abord sur les banderoles et les documents de la FSM. Au cours de ce long et difficile parcours la FSM n'a jamais eu peur de reconnaître ses erreurs, de faire son autocritique ouvertement devant les simples travailleurs, de combattre ses propres faiblesses et retards.

Pour le mouvement international de classe la critique, l'autocritique et l'émulation ont été et continuent à être pour des moteurs vitaux pour aller de l'avant.

La FSM depuis le premier moment de sa fondation a fait face à l'hostilité de la bourgeoisie et des impérialistes. En 1949, sur l'initiative des États Unis et de la Grande Bretagne, la première attaque frontale a été portée contre la FSM par les moyens sales de la CIA, l'Intelligence Service et leurs homologues.

Leur but initial était la dissolution de la FSM et quand cela a échoué, ils se sont retirés de la FSM et sont passés à une démarche de rupture pour fonder la CISL. Leur second effort a eu lieu en 1956, à



l'initiative du Ministre d'État pour la Sécurité d'Autriche, en utilisant des méthodes de provocation et l'occupation par la police du Bureau Central de la FSM à Vienne, ils ont saisi toutes les archives.

Cet effort du capitalisme a aussi échoué. Dans les années après les bouleversements de la période 1989-1991, la FSM s'est trouvée dans une situation très difficile. Elle a eu à faire face à une dure attaque des Européens et d'autres opportunistes en France, Italie, Espagne etc, qui avaient pour but la dissolution de la FSM et son intégration à la CISL, c'est – à – dire, l'organisation syndicale des États Unis, de l'Union européenne et du Capital international. Les plans des opportunistes ont échoué et malgré de grandes difficultés, les persécutions politiques et l'anticommunisme, la FSM est restée stable et a maintenu son parcours historique. Il y a eu des forces qui ont résisté et maintenu la FSM vivante.

Après le 15ème Congrès de la FSM à la Havane à Cuba, notre organisation a recommencé à grandir, à se renforcer, à développer l'action et à se regrouper.

Aujourd'hui, elle a plus de 105 millions de membres dans 133 pays du monde. Elle est présente dans tous les continents, elle est présente dans tous les secteurs principaux de la production. En avril 2011, nous avons organisé à Athènes, en Grèce, le 16e Congrès syndical mondial. C'était un congrès ouvert, démocratique, de classe, qui a pris des décisions importantes et a formé les nouveaux objectifs du mouvement syndical international de classe dans les conditions contemporaines. En octobre 2016, le 17e Congrès syndical mondial a eu lieu avec succès à Durban, en Afrique du Sud, avec des résolutions utiles pour la continuation et le renforcement de nos luttes.

Selon ces décisions et résolutions, les objectifs de la FSM sont:

- Le rehaussement de l'orientation de classe, des caractéristiques militantes des syndicats à tous les niveaux, dans tous les secteurs. Pour accomplir cela, la ligne de collaboration de classe doit être défaite; nous



avons besoin de conduire une guerre ouverte contre l'aristocratie syndicale, la bureaucratie syndicale et le carriérisme.

- Le renforcement des syndicats de classe sur les lieux de travail, dans les groupes monopolistes, dans les multinationales, dans les grandes industries. Dans les secteurs traditionnels et modernes de production. L'activation des travailleurs renforce les syndicats.
- Le renforcement de nos liens avec la base, avec les travailleurs ordinaires et l'amélioration du fonctionnement démocratique des syndicats. Avec des dirigeants élus qui rendront des comptes à la base, qui seront l'expression de la base et qui seront soutenus par la base. Une direction qui respectera les décisions collectives et promouvra la collectivité.
- L'enrichissement de l'Internationalisme et de la solidarité internationale qui sont les outils de tous les travailleurs, aujourd'hui spécialement où la coordination locale, régionale, sectorielle et transsectorielle des luttes des travailleurs est si nécessaire. La défense active des peuples qui luttent pour leurs droits. Pour le droit à l'auto-détermination pour leur présent et leur avenir.
- La recherche constante de l'Unité de la classe ouvrière indépendamment de différences. L'unité de la classe ouvrière est une condition préalable pour que notre classe construise ses alliances sociales avec les paysans pauvres, les auto-entrepreneurs, l'intelligentsia progressiste.
- La confiance dans le rôle des femmes travailleuses et des jeunes travailleurs, qui peut amener du sang neuf, une nouvelle dynamique, une nouvelle vitalité et une nouvelle action dans les syndicats. Leur élection aux postes de direction et le renouvellement constant du noyau dirigeant des organisations syndicales est vital.
- L'utilisation de la riche expérience, positive et négative, dans les formes de lutte et dans le contenu des luttes de classe, la combinaison de la lutte économique avec la lutte politique, la poursuite des revendications qui unissent les travailleurs et sont en harmonie avec les besoins contemporains des travailleurs et des familles populaires. La combinaison de la défense, de l'offensive et des acquis.



- Le souci continu pour le soutien idéologique des cadres syndicaux, à travers l'éducation syndicale, l'échange international et les programmes syndicaux internationaux qui vont améliorer leur confiance en la lutte juste de la classe ouvrière et en la nécessité de la lutte de classe ; qui vont contribuer à la réalisation du besoin de défendre et de renforcer le caractère de classe des syndicats.
- La nécessité pour chaque syndicat de gagner sa propre indépendance financière sans dépendre de la bourgeoisie, des instituts internationaux de l'opportunisme et des centres internationaux de la corruption. La dépendance financière des syndicats donne naissance à d'autres dépendances. La saine autosuffisance financière est celle qui est basée seulement sur les cotisations des travailleurs.
- La capacité de chaque syndicat d'étudier les événements dans son domaine, son secteur et d'utiliser ces développements pour la promotion des intérêts des travailleurs dans tous les fronts principaux de la lutte, pour la solution des toutes les revendications des travailleurs, la sécurité sociale, les revendications de salaire et les revendications syndicales.
- La compréhension que le système capitaliste a dépassé ses limites historiques, qu'il est pourri et qu'ainsi la solution et l'issue réelle pour la libération de la classe ouvrière ne peuvent pas se produire par l'aménagement et la modernisation du capitalisme mais par son renversement.
- La participation active dans les luttes pour la paix, l'amitié, et la coopération avec les travailleurs et les peuples, la lutte contre le racisme, la xénophobie et le néofascisme. La lutte constante contre les impérialistes, les guerres impérialistes et le capitalisme qui est la base économique de l'impérialisme.

Le Secrétariat

01.04.2022



Congrès Syndical Mondial



Un.i.e.s nous continuons

Pour la satisfaction de nos
besoins contemporains. Contre
la barbarie impérialiste-capitaliste.



Congrès Syndical Mondial
Rome, Italie, 6-8 mai 2022